



# Les gens avant tout!

## Nous méritons mieux!

## La « Grande récession » :

de la crise financière à la crise de l'emploi...  
à un nouveau modèle de marché du travail

Le 15 septembre 2008, l'effondrement d'une banque d'investissement des États-Unis a déclenché une paralysie du système financier mondial qui s'est transformée en crise économique et en crise de l'emploi à l'échelle mondiale.

Quand la crise financière de Wall Street a frappé la grande rue, le bouleversement s'est répandu rapidement dans le monde entier, paralysant des économies, réduisant le commerce et – en à peine quelques mois – mettant plus de 30 millions de personnes en chômage.

Depuis deux ans, le nombre des bons emplois a diminué radicalement dans le monde entier, celui des emplois précaires a augmenté et celui des travailleurs et travailleuses pauvres a subi une augmentation très marquée. L'OIT estime que 100 millions de femmes et d'hommes ont sombré dans la misère depuis un an.

Au Canada, un nombre pouvant atteindre un demi-million de Canadiens et Canadiennes qui travaillaient à plein temps ont été mis à pied pendant la crise de l'emploi. Au printemps de 2010, il y avait encore environ 400 000 emplois permanents de moins qu'avant le début de la crise.

## **Genèse de la crise de l'emploi**

La récession actuelle, qui est la récession mondiale la plus profonde depuis la Crise des années 1930, est attribuée au comportement inacceptable de l'industrie financière et à une insatiable soif de profits. Or, l'industrie financière n'est pas la seule à blâmer. La recherche débridée du profit a été facilitée par les alliés politiques de l'industrie financière qui ont déréglementé les finances et supprimé les protections établies afin de prévenir un effondrement financier comme celui de la Crise des années 1930.

De nombreuses personnes réclament le rétablissement de règles et de règlements, et notamment l'élimination des primes de rendement à court terme et l'amélioration du contrôle des fonds et des actifs détenus par les banques.

Le sommet du G20 portera sur les mesures à prendre pour prévenir une autre crise financière et rebâtir l'industrie financière sur une base plus solide. Bien qu'il soit nécessaire de rétablir une vigoureuse réglementation afin de protéger le monde contre une autre crise, il faudra en faire davantage pour s'attaquer aux problèmes fondamentaux plus profonds que pose notre économie.

## **Il y a lieu d'en faire davantage**

Depuis trois décennies, à mesure que la croissance économique mondiale était alimentée par une énorme augmentation de consommation et accumulation de dette, des déséquilibres très marqués ont été établis dans des domaines tels que le commerce international et la répartition de la richesse dans et entre les pays.

Pendant que l'économie mondiale croissait, les salaires stagnaient ou n'augmentaient pas aussi rapidement que la productivité. Cela a créé d'énormes déséquilibres à l'intérieur des pays, où l'écart de revenu s'est élargi, les riches s'enrichissant davantage et les pauvres s'appauvrissant encore plus.

Entre temps, les pays à bas salaires ont maintenu les salaires bas afin de faire augmenter leurs d'exportations, ce qui a accru le déséquilibre commercial entre d'autres pays et eux.

Pour rectifier les déséquilibres, il faut voir à ce que les marchés du travail du monde entier instaurent le plein emploi et assurent un travail décent à tous.



# Les gens avant tout!

## Nous méritons mieux!

### Le défi

**Le fait d'avoir des normes du travail et des syndicats forts favorise l'égalité économique et l'équité au travail. Les normes du travail favorisent également la croissance économique et l'efficacité des marchés du travail.**

La libéralisation des flux de commerce et d'investissement a exercé une très forte pression en vue de l'affaiblissement des normes du travail, du pouvoir de négociation des travailleurs et travailleuses et du pouvoir des syndicats dans le secteur du commerce de l'économie mondiale.

D'autres éléments principaux du modèle de croissance actuel, tels que la privatisation et la déréglementation des marchés nationaux et l'assouplissement forcé du marché du travail ont affaibli les droits de négociation des syndicats, les salaires minimums, les normes minimales de travail et les prestations de chômage.

Bien que les droits et le pouvoir de négociation des syndicats soient bien établis dans quelques pays, la tendance générale est des plus claires. Le taux de syndicalisation dans le secteur privé baisse de façon très marquée dans presque tous les pays industriels avancés et il est très bas dans les pays en développement dont l'industrialisation est la plus rapide.

Pour renverser cette tendance, le G8 et le G20 doivent remettre en question le modèle actuel du marché du travail et chercher des stratégies et des politiques qui aideront à ré-équilibrer la répartition de la richesse dans et entre les pays.



### Mesures à prendre

Puisqu'il réunit les principaux pays du Nord et du Sud, le sommet du G20 est bien placé pour favoriser une meilleure coordination des politiques macroéconomiques et empêcher la « Grande récession » de se transformer en une autre Crise.

Le G20 pourrait poser un cadre de réglementation efficace du système financier mondial. Pendant le Sommet de Pittsburgh, les gouvernements des pays membres du G20 ont reconnu la crise de l'emploi, invité l'Organisation internationale du Travail (OIT) à participer aux efforts et demandé à leurs ministres du Travail de présenter des commentaires au cours du Sommet du G20 au Canada.

Pour que soit rééquilibrée la répartition de la richesse à l'intérieur des pays et entre eux, il faut que les chefs des pays membres du G20 s'assurent que la situation antérieure ne soit pas rétablie et demandent que soient prises sans tarder des mesures visant à :

- imposer une taxe sur les transactions spéculatives en adoptant une taxe sur les transactions financières (TTF), également appelée taxe Robin des Bois;
- s'engager à respecter un ensemble fondamental de droits et de normes du travail dont la mise en oeuvre s'appuierait sur un efficace système de surveillance par l'OIT;
- renforcer la ratification et la mise en oeuvre des conventions de l'OIT sur la négociation collective, le tripartisme, les salaires minimums, les normes de travail et la protection sociale;
- accélérer la coopération internationale à l'établissement d'une réglementation des banques, des paradis fiscaux, etc;
- reconnaître le rapport entre le commerce international, l'investissement international et les finances internationales.



Congrès du travail du Canada

Canadian Labour Congress

## Siège national

2841, prom. Riverside  
Ottawa (Ontario) K1V 8X7  
tél: 613-521-3400 fax: 613-521-4655  
president@clc-ctc.ca

## Bureau de l'Atlantique

2282, chemin Mountain  
Moncton (N.-B.) E1G 1B4  
tél: 506-858-9350 fax: 506-858-9571  
atlantic@clc-ctc.ca

## Bureau de l'Ontario

15, prom. Gervais, Suite 305  
Don Mills (Ontario) M3C 1Y8  
tél: 416-441-3710 fax: 416-441-4073  
ontario@clc-ctc.ca

## Bureau des Prairies

1888, rue Angus  
Regina (Saskatchewan) S4T 1Z4  
tél: 306-525-6137 fax: 306-525-9514  
prairie@clc-ctc.ca

## Bureau du Pacifique

#201 - 5118 rue Joyce Street  
Vancouver (C.-B.) V5R 4H1  
tél: 604-430-6766 fax: 604-430-6762  
pacific@clc-ctc.ca

ontario@clc-ctc.ca  
416-441-3710

Les gens avant tout!  
Nous méritons mieux!

FORUM  
OUVERT  
SUR LE G8  
ET LE G20

Le samedi  
19 juin 2010  
de 10h à 16h 30

DE QUOI S'AGIT-IL AU JUSTE?

- La crise financière - Qui paie?
- Le Pacte pour l'emploi
- Le Travail décent

LIEU  
J.J.R. Macleod Auditorium  
Salle 2150, Medical Sciences Building  
University of Toronto  
1 King's College Circle  
(en face de Convocation Hall)

Info:  
ontario@clc-ctc.ca ou 416-441-3710

Congrès du travail du Canada  
Canadian Labour Congress

ontario@clc-ctc.ca  
416-441-3710

Les gens avant tout!  
Nous méritons mieux!

G8 et G20  
Manifestation et marche

Le samedi 26 juin à 13h  
QUEEN'S PARK - TORONTO

Les droits de la femme!

DES BONS EMPLOIS!

La taxe Robin des bois!

Stoppez le réchauffement climatique!

ÉLIMINONS la pauvreté!

COUNCIL 25  
GREENPEACE  
cfs  
Oxfam Canada  
CLC-CTC

Congrès du travail du Canada  
Canadian Labour Congress

